

9 février 2026

Affaire Epstein — Ce sont les capitalistes qui forment le plus grand réseau de prédateurs !

La poursuite de la publication par le ministère de la Justice américain des documents sur l'affaire Epstein – ce milliardaire qui, en plus de ses affaires, organisait un réseau de prostitution de jeunes femmes, dont certaines avaient 14 ans, et qui est mort durant sa détention aux États-Unis – n'en finit pas de secouer le monde des dirigeants de la planète.

Les ramifications du monde de la bourgeoisie

Les mis en cause ne sont pas tous impliqués dans les sordides affaires de prostitution liées au dossier Epstein, mais tous avaient avec ce dernier des liens amicaux ou financiers, ou les deux. Ce qui est notable, ce sont ces relations de tous ces puissants, milliardaires, têtes couronnées, politiciens : tous font partie du petit monde de ceux qui détiennent les commandes de ce système d'exploitation qu'est le capitalisme, grâce à leurs capitaux ou de par leurs fonctions politiques. Un petit monde qui se connaît, s'entraide, ferme les yeux sur les frasques des uns et les affaires litigieuses des autres, et dans lequel les étiquettes politiques sont au fond secondaires – Epstein avait des liens personnels avec le fasciste Elon Musk aussi bien qu'avec le « socialiste » Jack Lang : le principal à leurs yeux est que tous font partie de cette bourgeoisie pour qui jongler avec des millions sur des comptes dans des paradis fiscaux est chose ordinaire.

Et ce sont ces capitalistes, et les gouvernants à leur service, qui n'ont pas de mots assez durs pour traiter de profiteurs ceux que la misère ou les guerres ont fait fuir des pays ravagés afin d'avoir le droit de grelotter sous une tente en France. Ou encore les travailleurs licenciés, ou les jeunes privés d'emploi. Et les mêmes traînent devant les tribunaux les travailleurs qui osent résister et relever la tête, pour preuve les dizaines de syndicalistes réprimés en ce moment à La Poste, à la SNCF, dans les hôpitaux... jusqu'à Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT.

Riposter à l'offensive des capitalistes contre les travailleurs

La bourgeoisie est à l'offensive contre le monde du travail. Patrick Martin, le patron du Medef, pour ce qu'on en sait, n'est pas un prédateur sexuel abusant de jeunes mineures, mais cela ne le gêne pas de profiter de la galère des jeunes privés d'emploi pour proposer de ressusciter le « Smic jeune » et les contrats « première embauche » avec des salaires au rabais. Ce fameux CPE dont la loi qui l'instituait avait été balayée, il y a exactement vingt ans, par la mobilisation de centaines de milliers de jeunes, et de leurs parents.

Mais la bourgeoisie ne se contente pas de projets provocateurs. Les patrons maintiennent les salaires bien au-dessous de ce qu'il faudrait quand les prix des produits alimentaires ont flambé. Et ils utilisent l'arme du chômage pour cela. Rien qu'en janvier, 2 400 licenciements ont été annoncés chez un géant du CAC 40, Capgemini-Sogeti, 1 800 à la Société générale. ArcelorMittal, autre géant du CAC 40, qui a vu ses titres grimper de 25 % depuis le début de l'année grâce aux perspectives des baisses d'importation d'acier en Europe, n'en annonce pas moins 5 600 licenciements en Europe, dont près de 1 700 en France.

Cette offensive de la bourgeoisie est accompagnée et encouragée par le gouvernement qui cherche par tous les moyens à réduire les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, aux services publics en général pour dégager l'argent des subventions et des commandes militaires.

Une offensive à laquelle il nous faudra répondre par une contre-offensive, si nous ne voulons pas voir nos conditions de vie et de travail dégradées encore davantage. Une contre-offensive dont nous avons les moyens car, sans notre travail, ils ne sont rien.



Le bulletin politique "Révolutionnaires" du NPA Révolutionnaires à destination des cheminots de Paris Sud-Est.
Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.
Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.

Avec ou sans NAO, s'organiser pour une augmentation

L'accord des NAO, signé par l'Unsa et la CFDT, se solde sur une augmentation collective de 1,1% garantis fin 2026, en plus d'une prime de 250€ en mars. Des miettes face aux 2 Mds € de bénéfices réalisés sur notre dos. Sans rapport de forces impulsé par notre mobilisation, c'était prévisible... Mais il ne tient qu'à nous d'arracher des augmentations, NAO ou pas, par une lutte collective et démocratique de tous les cheminots, dans chaque atelier, chaque gare, chaque ville...

Les entretiens individuels, pas notre terrain

Après les NAO vient la période des entretiens individuels. On se retrouve seul face au jugement arbitraire de notre chef, à faire le dos rond en espérant gratter une prime pas trop minable. Le chef nous divise en distribuant les bons et les mauvais points. Ces entretiens nous volent notre principale arme : la force du nombre. Seule une lutte collective permettrait des augmentations conséquentes !

Contre le licenciement raciste de Liana !

Notre collègue Liana est menacée de licenciement pour le port d'un couvre-chef, assimilé par son directeur à une atteinte à la laïcité. Le tout dans un contexte de réduction d'effectif. Une attaque islamophobe qui rappelle la chasse aux calots menée à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, qui tente de licencier Majdouline B. Grâce à la vague de soutien de ses collègues, l'hôpital est contraint par la justice à la réintégrer. Il ne s'agit évidemment pas de laïcité, mais d'un arbitraire patronal qui vise des femmes sur des bases racistes. Refusons ces divisions, en lui témoignant notre soutien le 10 février à 13h devant le Campus Voyageurs à Saint-Denis !

Grevilla : la fausse bonne idée

Depuis le 19 janvier, des aiguilleurs de Paris Rive Gauche se mobilisent pour les salaires et leurs conditions de travail, avec des débrayages d'1h par jour. S'ils

permettent de durer et de perturber l'organisation du travail, ces débrayages ne permettent pas de gagner. La direction s'organise avec des agents de réserve pour remplacer les grévistes. Surtout, ces modalités ne permettent pas de réunir les grévistes, condition essentielle pour élargir et renforcer le mouvement.

Capgemini : un savoir-faire bien français

Alors que Capgemini licencie 2 400 salariés en France malgré des profits en hausse, le géant de l'informatique aide l'ICE à traquer les migrants aux USA, avec les drones de Parrot et les logiciels de Thales, deux entreprises dont l'État est actionnaire. Les « fleurons » français au service de l'extrême-droite américaine.

RD Congo : 200 morts sur un site minier

Au moins 200 mineurs sont morts dans une mine de coltan à Rubaya, à l'est du pays. Ils travaillaient dans des conditions plus que précaires, sans droits et sous la menace constante d'hommes armés, pour extraire un minerai essentiel à la fabrication de smartphones et ordinateurs. Ces tragédies sont fréquentes, mais l'activité minière rapporte plusieurs centaines de milliers d'euros par mois au M23, à ses maîtres de Kigali et aux entreprises occidentales. Ce ne sont pas quelques centaines de morts qui freineront cette exploitation mortifère dans un pays ravagé par la guerre.

Municipales : meeting NPA-R jeudi 19 février

Face à la montée des tensions entre impérialismes et aux offensives réactionnaires, nous pensons que ce sont nos luttes et pas les élections, qu'elles soient présidentielles ou municipales qui changeront quelque chose. Pour en discuter, nous organisons un meeting le jeudi

19 février à l'espace Charenton, dans lequel plusieurs camarades travaillant dans les transports comme Selma Labib, tête de liste à Ivry, interviendront.



Le bulletin politique "Révolutionnaires" du NPA Révolutionnaires à destination des cheminots de Paris Sud-Est. Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants. Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.